La vérification d'un véhicule gravement accidenté et reconstruit

Avant de pouvoir faire immatriculer un véhicule gravement accidenté et reconstruit, il faut s'assurer qu'il a le droit de circuler sur les routes du Québec.

Pour être remis en circulation, un véhicule gravement accidenté et reconstruit doit être déclaré conforme après avoir franchi une série d'étapes. Il est recommandé de consulter :

- saaq.gouv.qc.ca/vehicule-artisanal-modifie-reconstruit/vehicule-gravement-accidente-reconstruit
 - *Guide du reconstruteur*
 - *Aide-mémoire du Guide du reconstruteur*
 - *Sectionnement d'un véhicule et réparation de pièces structurelles*

Les étapes

1. Préparation du dossier de reconstruction - Si vous désirez réparer un véhicule gravement accidenté afin de le remettre en circulation, vous devez, durant les réparations, préparer un dossier de reconstruction. Si des informations manquent au dossier, votre demande pourrait être refusée. À cet effet, vous devez utiliser le formulaire :

- saaq.gouv.qc.ca/vehicule-artisanal-modifie-reconstruit/vehicule-gravement-accidente-reconstruit
 - *Demande de certification de véhicule reconstruit (DCVR).*

Le dossier de reconstruction complet doit être remis au mandataire lors de l'expertise technique et tous les documents fournis doivent être des **originaux (ou « copie conforme à l'original »)**.

CONTENU DU DOSSIER DE RECONSTRUCTION

Demande de certification d'un véhicule reconstruit (DCVR)

- nom, adresse et numéro d'identification du propriétaire du véhicule;
- nom, adresse et numéro d'identification de la personne qui a reconstruit le véhicule;
- l'année, la marque, le modèle et le numéro d'identification du véhicule (NIV);
le nom, adresse et numéro de dossier de réclamation de l'assureur;

L'estimation des réparations

- produite par ou pour un assureur, claire, complète, conforme et plausible;
- produite par ou pour un organisme ou une autorité gouvernementale, claire, complète, conforme et plausible;

Caractéristiques et renseignements sur sa reconstruction

- la facture, le contrat d'achat, le certificat d'immatriculation, relatif à la carcasse du véhicule incluant son NIV, la date d'achat, les coordonnées du vendeur et de l'acheteur;
- les factures d'achat des pièces majeures (no 1 à 36), avec le nom du fournisseur et la date d'achat. Lorsque les pièces achetées étaient usagées, le NIV du véhicule d'origine doit être indiqué sur le DCVR et une copie du certificat d'immatriculation du véhicule d'origine peut remplacer la facture. Lorsque le reconstruteur a réparé ou conservé la pièce au lieu de la remplacer, il doit l'indiquer sur le DCVR.
- les factures d'achat ou de reprogrammation des pièces majeures ou équipements de sécurité (no 37 à 53), avec le nom du fournisseur et la date d'achat. Les pièces doivent être neuves ou reprogrammées / recyclées (no 37, 38, 39, 42, 43, 44, 45) avec l'autorisation de la SAAQ. Pour les pièces neuves, un contrôle de l'authenticité et véracité des renseignements sera fait.
- les instructions utilisées pour reconstruire le véhicule, si la reconstruction a nécessité la réparation, le redressement ou le remplacement partiel de pièces structurelles (si les instructions ne sont pas disponibles, voir les autres possibilités dans la page *Sectionnement d'un véhicule et réparation de pièces structurelles*).

Photos du véhicule

Les photos doivent toutes comporter la date et les 8 derniers caractères du NIV du véhicule réparé. Pour ce faire, une feuille où il est possible de lire ces informations, **manuscrites**, doit être bien visible près de la partie photographiée (voir exemple dans la page *Sectionnement d'un véhicule et réparation de pièces structurelles*).

- 4 photos couleur prises avant la réparation. Ces photos doivent montrer l'avant, l'arrière et les deux côtés du véhicule
- le cas échéant, 1 photo couleur du véhicule lorsqu'il se trouve sur le banc de contrôle lors du redressement
- des photos de chacun des joints d'assemblage doivent être fournies, et ce, pour chaque étape importante du travail effectué, si les joints d'assemblage ne sont pas accessibles et clairement visibles au moment où l'expertise technique sera effectuée. Pour obtenir des précisions, voir la page *Sectionnement d'un véhicule et réparation de pièces structurelles*.
- si l'estimation des réparations fournie par l'assureur fait état de réparations nécessaires sur des pièces qui ne sont pas endommagées, prenez des photos afin de prouver leur bon état.

Attestation de soudure

Une réparation peut être exécutée par soudure. Toutefois, un soudeur compétent doit produire une attestation certifiant que le travail a été fait selon les règles de l'art et les normes du fabricant.

Attestation d'alignement

Une attestation qui certifie que l'alignement des roues est conforme aux normes du fabricant doit faire partie du dossier de reconstruction. Les résultats d'alignement doivent être à l'intérieur des tolérances du fabricant pour toutes les mesures.

L'attestation d'alignement doit être accompagnée du rapport du banc d'alignement démontrant que l'alignement des roues est conforme aux normes du fabricant. Ce rapport doit comporter les informations suivantes : l'année, la marque, le modèle du véhicule, son numéro de série, les normes de son fabricant et les résultats de l'alignement. **Il doit être daté et signé par le mécanicien ayant effectué l'alignement.** Si la signature ne permet pas d'identifier le signataire, son nom doit y figurer en lettres moulées.

- 2. Réalisation du projet** - C'est lors de cette étape que le véhicule est reconstruit conformément aux exigences de la SAAQ. Cette étape se termine lorsque le véhicule est entièrement reconstruit.
- 3. Expertise technique** - Lorsque le véhicule et le dossier de reconstruction sont prêts et complets, le propriétaire se présente chez le mandataire qui procédera ainsi à l'*Analyse du dossier de reconstruction* et au *Rapport d'expertise technique*.

ASSUREZ-VOUS QUE...

- les réparations structurelles effectuées sur le véhicule reconstruit respectent les exigences du fabricant. Pour plus d'information, consultez la page [Sectionnement d'un véhicule et réparation de pièces structurelles](#).
- les joints d'assemblage du véhicule sont accessibles et clairement visibles pour vérification. Sinon, des photos doivent être fournies.
- aucun joint d'étanchéité, enduit d'insonorisation ou antirouille n'a été appliqué sous le véhicule. Si c'est le cas, le véhicule pourrait être refusé.

Les exigences pour le remplacement des équipements de sécurité sont les suivantes :

- tous les équipements de sécurité doivent être remplacés selon les instructions du fabricant.
- des sacs gonflables recyclés, provenant du programme de recyclage reconnu par la SAAQ, peuvent être utilisés. Actuellement, les sacs gonflables du côté conducteur, du côté passager ainsi que ceux des sièges peuvent être recyclés grâce à ce programme.
- les autres sacs gonflables doivent être neufs, comme le prévoit la réglementation.
- pour le module de contrôle, trois possibilités s'offrent au reconstruteur :
 - le remplacer par un neuf
 - faire reprogrammer par le concessionnaire le module original du véhicule, lorsque le fabricant autorise d'effacer les codes générés par le déploiement
 - faire reprogrammer le module original du véhicule par une entreprise reconnue par la SAAQ
- le reconstruteur doit remplir les cases du formulaire *Demande de certification de véhicule reconstruit* (DCVR), qui concernent les sacs gonflables et les prétendeurs. Il doit également inclure leur numéro de série ou le NIV de provenance, lorsque ceux-ci sont usagés. Les factures de ces pièces devront être présentées lors de l'expertise technique.

Véhicule conforme aux normes réglementaires et exigences de la SAAQ

- le mandataire vous remettra un *Certificat de conformité technique*

Véhicule non-conforme aux normes réglementaires et/ou exigences de la SAAQ

- le véhicule devra être soumis à une autre expertise technique dès que vous aurez apporté les correctifs requis.

- 4. Vérification de l'état mécanique chez le mandataire** - Après l'obtention d'un *Certificat de conformité technique*, le propriétaire doit soumettre le véhicule à une vérification de son état mécanique chez le mandataire.

Le cas échéant, le mandataire remettra un *Certificat de vérification mécanique conforme*.

Le propriétaire aura besoin de ces 2 documents pour immatriculer le véhicule.

- 5. Remise en circulation** - Au moment de l'immatriculation ou de la remise en circulation du véhicule, le propriétaire doit présenter :
 - permis de conduire ou un autre document officiel avec photo;
 - certificat de conformité technique;
 - certificat de vérification mécanique conforme;
 - d'autres documents pourraient être exigés selon le type de véhicule et de l'usage.

Coût

La préparation et analyse du dossier de reconstruction, le rapport d'expertise technique et la vérification de l'état mécanique, chez le mandataire, sont aux frais du propriétaire.

Référez-vous à la **grille tarifaire** du mandataire.